

LE TEMPS

opinion Jeudi 28 mai 2015

Facebook et son «Petit Livre rouge» de la dictature numérique

Par Solange Ghernaouti

Un manuel interne édité par Facebook a récemment filtré sur Internet. Solange Ghernaouti, experte en sécurité numérique à l'Université de Lausanne, l'a découvert avec stupéfaction. Elle y décèle une vision du monde prédatrice, un ultracapitalisme débridé qui serait en train de détruire petit à petit notre tissu social et économique

Certains slogans mis en images dans le «Petit Livre rouge» de Facebook pour expliquer sa mission à ses nouveaux employés (lire l'encadré ci-contre) nous éclairent sur la manière dont l'un des plus grands capitaines du capitalisme numérique s'est approprié la culture hacker, supposée favoriser l'innovation, pour développer son empire.

«La Terre appartient à ceux qui vont vite» et «La rapidité d'action est plus importante que le temps nécessaire à la réflexion» peuvent s'interpréter par foncer, occuper le terrain, imposer ses lois, rendre les autres dépendants, racheter les potentiels concurrents, s'adapter aux protestations qui pourraient porter atteinte aux intérêts économiques.

Peu importent les moyens, pourvu que les intérêts soient protégés, que le plus d'utilisateurs et d'argent soient engrangés le plus vite possible. «Chaque ingénieur de Facebook est responsable d'environ un million d'utilisateurs de Facebook», lit-on encore. Ce ratio d'un pour un million donne une idée du nombre peu élevé d'emplois créés. Plus loin: «Souvenez-vous que les personnes n'utilisent pas Facebook par amour de Facebook mais parce qu'ils aiment leurs amis.» Cette démonstration d'évangélisme numérique appelant à nous aimer les uns les autres (mais surtout nos amis) est renforcée par ces autres maximes: «Nous ne construisons pas des services pour faire de l'argent mais nous gagnons de l'argent pour proposer de meilleurs services»; «Facebook n'a pas été conçu pour être une entreprise, mais bâti pour accomplir une mission sociale afin de rendre le monde plus ouvert et connecté.»

Paradoxalement, l'espace Facebook est en fait un sous-réseau fermé, une sorte de web dans le web qui pratique l'expansionnisme aiguë, et dont son fondateur, Mark Zuckerberg, prétend que le bonheur est au bout de la connexion. Mais qui es-tu donc, Mark, pour nous imposer ta vision du monde?

Ce manuel de propagande porte en lui toute la puissance du tsunami numérique made in Silicon Valley qui est en train de nous submerger sous couvert d'humanisme. Ce pseudo-évangélisme technocentré nous fait oublier qu'en 2015, selon le magazine Forbes, se trouvent parmi les 20 plus grosses fortunes du monde les principaux fournisseurs de technologies et de services d'Internet.

Qui êtes-vous donc, Messieurs les milliardaires, pour brandir comme un trophée et proclamer comme un bienfait la fin de la vie privée, pour nous faire croire que la transparence totale, mais unilatérale, est devenue la norme du XXIe siècle?

Et nous, que sommes-nous devenus pour accepter et contribuer au pillage de nos données, pour

devenir les fossoyeurs de notre vie privée, de notre travail, de notre économie, de notre culture et modèle social?

En Europe, l'ère industrielle a mis fin à la paysannerie, la mondialisation à celle de la classe ouvrière. L'ère de l'information, la dématérialisation et l'automatisation des services sont en train de laminer la classe intermédiaire et s'attaquent aux cadres, déstabilisant et sapant définitivement les fondements de notre société.

Catalyseur du bouleversement sociétal en cours, Internet ne complète pas les services traditionnels, mais se substitue à eux. Les services imposés aux internautes par souci de rationalité économique offrent une relative facilité d'usage, mais sans garantie de sécurité. Cette industrie repose sur quelques fournisseurs hégémoniques d'Internet qui ont construit leur pouvoir économique et politique par le numérique, auquel nous nous soumettons avec docilité et parfois délectation. Ces firmes bénéficient généralement d'aides de l'Etat du pays dans lequel elles s'implantent. Pour ce dernier, le retour sur investissement n'est souvent que très marginal du fait de l'optimisation fiscale et de la concurrence déloyale. La valeur créée ne profite pas aux ressortissants du pays car les acteurs économiques locaux classiques ne peuvent être compétitifs.

Des emplois sont perdus chez nous, d'autres sont créés, mais le plus souvent ailleurs. Ce sont des emplois d'une autre nature, demandant des qualifications différentes. De plus, tandis qu'hier les machines assistaient les humains, désormais les personnes sont pilotées par des ordinateurs et elles assistent les robots. Des algorithmes informatiques font le travail jusque-là réservé aux hommes, prennent des décisions, produisent des objets, apprennent et interagissent. Les gens auront du travail tant que les machines coûteront plus cher qu'eux et que les tâches réalisées par une machine ne seront pas optimales. Mais, à l'avenir, nul ne sera épargné: toutes les activités, tous les secteurs sont concernés par l'informatisation de la société.

La destruction de l'emploi est en marche, la création aussi, mais en nombre bien moindre. Nous transférons nos valeurs numériques à un petit nombre de créateurs de richesse qui auront la toute-puissance d'en disposer. Nous sommes en train d'assister au délitement du tissu économique, au détricotage de tout ce que notre société a progressivement construit. Et tout cela sans réel débat public, ni prise de conscience des masses nouvellement connectées.

Nous faire croire que l'évolution technologique est «naturelle», c'est oublier que la technologie ne fait que ce qu'on lui dit de faire et qu'elle n'est jamais neutre. N'y a-t-il aucune vision politique pour contrecarrer cette logique de rationalisation économique extrême qui entend déterminer notre avenir par des économies d'échelle, et qui compte bien traiter l'humain comme un matériau exploitable à merci?

«On n'arrête pas le progrès!» répètent depuis des décennies les gourous technophiles qui veulent nous faire croire que l'innovation est automatiquement au service du progrès social, faisant passer ceux qui la questionnent pour des dinosaures technophobes, ringards et en voie d'extinction. Chercher un sens à donner à l'innovation, à la numérisation du monde et tenter de redonner une raison d'être au progrès, en faisant en sorte que les avancées technoscientifiques soient en concordance avec les améliorations politiques et sociales de notre société, sans aliénation à la dictature numérique, ni dépendance à des acteurs incontrôlés, paraît être aussi légitime que nécessaire.

Il est impératif de prendre conscience que la technodépendance et la surveillance de masse rendues possible par le numérique ne sont pas compatibles avec la liberté, le libre arbitre ou la souveraineté. Il est de notre devoir de s'opposer aux utopies technologiques pour orienter dans le bon sens les nécessaires arbitrages et compromis qui doivent guider et encadrer le développement des

technologies de l'information. Accepter que le monde dans lequel nous vivons ne soit pas parfait est une chose, refuser de penser et d'orienter son devenir à travers la technologie en est une autre.

LE TEMPS © 2015 Le Temps SA